

# MENACE SUR LES EAUX AFRICAINES

## COMMENT L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ASSÈCHE L'AFRIQUE



Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, le continent africain est la première destination des investisseurs privés à la recherche de terres agricoles. Les gouvernements africains, sous la pression des pays occidentaux et des agences dites de développement, facilitent la mise à disposition de terres pour les grandes plantations agricoles. L'objectif revendiqué des efforts pour attirer ces investissements est d'assurer la sécurité alimentaire et le développement. Cependant, depuis 14 ans, on assiste à une vague d'accaparement des terres impliquant des violations généralisées des droits humains et la dévastation des moyens de subsistance des communautés rurales dans toute l'Afrique.

Passant en revue 15 projets agricoles majeurs dans 11 pays africains, un nouveau rapport de l'Oakland Institute détaille comment, au-delà de la perte de terres, la mise en place de grandes plantations agricoles a considérablement impacté l'accès à l'eau des communautés locales - devenant un facteur majeur de la détérioration de leurs moyens de subsistance et de leur sécurité alimentaire.

La grande majorité des ménages ruraux d'Afrique subsaharienne sont établis à côté d'une source d'eau qui leur fournit de l'eau pour boire, se laver et cuisiner. L'accès à l'eau est aussi essentiel pour l'alimentation et les revenus des familles rurales car il sert à la petite irrigation, le bétail et la pêche. Alors que l'accès à l'eau est déjà un défi majeur pour des millions d'Africains, l'expansion de grandes plantations a des conséquences à différents niveaux :

**Perte de l'accès vital aux ressources en eau :** L'impact sur la disponibilité de l'eau est systématique dans tous les cas examinés. Les projets entraînent souvent la perte de cours d'eau et de marécages—détournés ou détruits pour établir des plantations. Cela affecte directement les moyens de subsistance avec la perte de l'accès à l'eau pour les besoins de base ainsi que la disparition des poissons et autres ressources. Les populations vivant dans les terres arides et semi-arides sont également gravement affectées par les grands projets d'irrigation qui assèchent les terres, réduisent les pâturages disponibles,



The Oakland Institute

empêchent l'agriculture de décrue et coupent les routes traditionnelles pour les personnes et le bétail via clôtures et canaux.

**Les infrastructures d'irrigation profitent aux investisseurs, pas aux communautés :** Le manque d'irrigation en Afrique est souvent mis en exergue comme un facteur de faible production agricole sur le continent. Cependant, dans tous les cas examinés, lorsque des infrastructures d'irrigation sont établies, elles profitent aux entreprises privées pour l'agriculture industrielle—souvent dédiées aux cultures d'exportation—au lieu des agriculteurs et des communautés locales. Plutôt que d'améliorer la sécurité alimentaire, les infrastructures d'irrigation, barrages et canaux, compromettent souvent les moyens de subsistance et le bien-être des populations.

**Pollution de l'eau :** L'utilisation intensive de produits chimiques et de pesticides dans l'agriculture industrielle entraîne une pollution importante dans tous les cas examinés. Celle-ci provient du ruissellement des engrais et des pesticides, des résidus des usines de transformation, ainsi que des effluents biologiques des travailleurs. La pollution par des produits chimiques dangereux a des conséquences sur la sécurité alimentaire en affectant les cultures paysannes, le poisson et l'eau pour le bétail. Elle affecte aussi la santé des gens, ainsi que leur environnement et la biodiversité.

**Les femmes sont les premières affectées :** les femmes sont obligées de passer plus de temps à la collecte de l'eau pour leurs tâches ménagères quotidiennes, souvent jusqu'à plusieurs heures par jour. Les tâches de soins et les réseaux d'aide des femmes sont également perturbés et peuvent obliger les jeunes filles à aller chercher de l'eau au lieu d'aller à l'école.

**Promesses non-tenues :** dans la plupart des cas, les projets sont promus par les officiels des gouvernements et des entreprises avec des promesses de développement, d'infrastructures et de services. Pour les communautés locales, et en particulier les femmes, la promesse d'un meilleur accès à l'eau potable est séduisante étant donné qu'elles passent souvent plusieurs heures chaque jour à la collecte de l'eau. Mais ces promesses sont rarement tenues dans les projets examinés, qui au contraire entraînent généralement une détérioration de l'accès à l'eau pour les communautés locales. Dans les cas où des puits ont été construits par une entreprise, ceux-ci ne compensent généralement pas la perte en termes de quantité ou de qualité de l'eau fournie. Dans certains cas, comme en Éthiopie, les habitants se sont également vu promettre des terres irriguées dans des sites de réinstallation, ce qui ne s'est jamais concrétisé.

**Inefficacité des réglementations et mesures de protection environnementales :** de nombreux projets sont mis en œuvre avec peu d'égard pour leur impact potentiel sur l'environnement. Alors que la plupart des pays exigent en théorie des études d'impact environnemental et social avant que les projets ne soient mis en œuvre, beaucoup démarrent en fait avant qu'une telle évaluation ne soit menée ou rendue publique. Lorsqu'elles sont

réalisées, de nombreuses évaluations minimisent les impacts potentiels des projets sur les ressources en eau et manquent d'une participation publique adéquate. De plus, les mécanismes manquent pour assurer que les mesures d'atténuation et de compensation sont effectivement mises en œuvre une fois les projets établis. Les agences gouvernementales chargées de sauvegarder les normes sanitaires et environnementales sont rarement en position de faire respecter ces normes en raison de leur manque de capacité ou de volonté politique.

**La Banque mondiale incite les gouvernements africains à céder terres et ressources en eau :** À travers le continent, les gouvernements sont incités à étendre les grands projets agricoles avec le soutien et les conseils d'institutions internationales telles que la Banque mondiale et les agences d'aide occidentales. Sous l'égide et avec les financements de la Banque mondiale, la plupart des pays africains ont mis en place des agences de promotion des investissements qui offrent terres et eau aux investisseurs étrangers pour ces grands projets. Des dizaines de millions d'hectares de terres irrigables et des ressources en eau «sous-utilisées» sont ainsi annoncés comme disponibles pour les investisseurs.

**Eau gratuite ou à bas prix :** Dans les contrats de bail examinés, les entreprises se voient souvent accorder un accès illimité à l'eau, généralement à bas prix ou gratuitement. Seuls quelques-uns précisent les montant de redevance, mais ne précisent pas comment la consommation de l'eau sera suivie et comptabilisée. La plupart des accords accordent aux entreprises le droit d'utiliser l'eau, de construire des stations de captage d'eau, des barrages, des forages et des canaux, sans limite ni spécification. Certains contrats exigent que le respect des réglementations nationales ou l'approvisionnement en eau des communautés mais ne précisent pas comment ces clauses seront appliquées.

**Acteurs privés en roue libre :** les entreprises bénéficient généralement d'une grande liberté dans les modalités de mise en œuvre de leurs projets, leur permettant notamment des pratiques agricoles néfastes pour l'accès à l'eau et l'environnement. Le fait qu'il incombe aux communautés et aux organisations de la société civile de documenter l'impact des projets sur les ressources en eau démontre la faillite de nombreux gouvernements à assumer leur responsabilité de garantir les droits fondamentaux des citoyens. Les communautés et les ONG concernées sont obligées de se mobiliser et de lancer des campagnes, mais étant donné l'énorme déséquilibre des forces en présence, le résultat est souvent une action tardive et insuffisante pour réparer les dommages causés.

Alors que les gouvernements justifient l'accès privilégié à la terre et à l'eau offert aux investisseurs privés par la nécessité de promouvoir le développement et la sécurité alimentaire, les études de cas du rapport révèlent que l'impact de ces projets est tout le contraire. Les investisseurs veulent un accès fiable aux sources d'eau pour les plantations qu'ils cherchent à établir. Certains reconnaissent même explicitement qu'ils sont autant des investisseurs dans l'eau que dans la terre. Par





Protest against SOCFIN in Cameroon © ReAct Transnational

conséquent, les droits à l'eau que les agriculteurs familiaux, les pêcheurs et les éleveurs détiennent de manière informelle depuis des siècles sont menacés.

L'Afrique est riche en ressources naturelles qui devraient garantir développement humain et sécurité alimentaire. Cependant, la façon dont ces ressources sont utilisées pour les grands projets agricoles ne fait qu'aggraver la faim et la dépossession. Alors que le potentiel d'irrigation des cultures agricoles est souvent décrit comme inexploité, il est de plus en plus

utilisé par et pour des intérêts privés au détriment des communautés locales, ce qui démontre bien que le paradigme de développement adopté par les gouvernements et les institutions internationales n'est pas le bon.

La crise climatique menace déjà l'accès à l'eau pour des millions de personnes et elle va aller en s'aggravant. L'accès à l'eau est un droit humain fondamental qui doit être plus que jamais respecté et protégé face à la pression de l'expansion des grands projets agro-industriels dévastateurs.



## SOMMAIRE DES ETUDES DE CAS

PAYS	ENTREPRISE	PLANTATION/ SURFACE	IMPACTS
<b>Cameroun</b>	<b>SOCAPALM</b> (filiale du Groupe Bolloré)	80,000 ha de palmiers à huile	Pollution de l'eau par les engrais, produits chimiques et résidus ; perte d'accès à l'eau pour l'hygiène et la boisson ; augmentation des maladies d'origine hydrique ; disparition des poissons et de crevettes.
<b>RD Congo</b>	<b>Plantations et Huileries du Congo (PHC)</b>	100,000 ha de palmiers à huile	Contamination de l'eau potable par les effluents de la raffinerie ; violences perpétrées par la police locale et les agents de sécurité de l'entreprise.
<b>RD Congo</b>	<b>Africom Commodities et Gouvernement de la RD Congo</b>	80,000 ha Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo	Promesses non tenues concernant l'approvisionnement en eau potable ; risques de pollution de l'eau due par les produits agrochimiques.
<b>Éthiopie</b>	<b>Entreprises privées et gouvernement éthiopien</b>	400,000 ha de canne à sucre et coton	Perte de pâturages, augmentation des conflits et de la faim ; impact sur la santé humaine et animale, avec augmentation du paludisme et de la schistosomiase ; pollution de la rivière Awash par les produits chimiques.
<b>Éthiopie</b>	<b>Entreprises privées et gouvernement éthiopien</b>	245,000 ha de canne à sucre	Fin de crue annuelle de la rivière Omo, décimant les moyens de subsistance de 200 000 agro-éleveurs ; promesses non-tenues d'irrigation dans les sites de réinstallation ; famine.
<b>Éthiopie</b>	<b>Saudi Star Agriculture Development PLC</b>	10,000 ha de plantation de riz	Pêche, transport, accès à l'eau impactés négativement ; risque accru de transmission du paludisme au niveau des systèmes d'irrigation.
<b>Gabon</b>	<b>OLAM</b>	202,000 ha de palmiers à huile	Accès aux bassins versants et lacs coupés ; risques majeurs liés aux pesticides pour la santé des villageois, eau impropre à la consommation et à l'hygiène ; disparition des poissons.
<b>Liberia</b>	<b>Golden Veroleum</b>	220,000 ha de palmiers à huile	Obstruction des rivières et ruisseaux, comblement de marécages ; pollution des sources d'eau potable ; déplacement forcé et répression.
<b>Mali</b>	<b>Moulin Moderne du Mali (M3)</b>	20,000 ha cultures diverses	Perte de terres agricoles et destruction des moyens de subsistance ; noyades dans les canaux d'irrigation ; violente répression et abus.
<b>Nigeria</b>	<b>Wilmar International</b>	30,000 ha de palmiers à huile	Le défrichement, la déforestation, le compactage des sols et la destruction des sources d'eau ont détérioré la qualité et la quantité de l'eau disponible.
<b>Sénégal</b>	<b>Senhuile-Senéthanol</b>	20,000 ha cultures diverses	Perte de pâturages, de brousse et d'accès à l'eau pour 37 villages.
<b>Sierra Leone</b>	<b>SOCFIN</b> (filiale du Groupe Bolloré)	12,000 ha de palmiers à huile	L'utilisation intensive de produits chimiques et d'engrais a dégradé la qualité de l'eau, les cultures et les ressources piscicoles ; Violences et répression.
<b>Tanzanie</b>	<b>Kilombero Plantations Limited (KPL)</b>	5,800 ha de plantations de riz	Perte de terres agricoles et des récoltes dues à la pollution des plans d'eau et à la dérive des produits agrochimiques ; Problèmes de santé liés aux puits d'eau contaminés.
<b>Tanzanie</b>	<b>Sun Biofuels</b>	8,000 ha de jatropha	Perte d'accès à l'eau ; Augmentation des temps de trajet pour collecter de l'eau et prix élevé de l'eau à l'achat.
<b>Zambie</b>	<b>Entreprises privées et gouvernement zambien</b>	1 million ha blocs agricoles	Accès à l'eau pour l'agriculture et les besoins de base réduits par le déplacement et les clôtures des plantations commerciales ; impact sur la sécurité alimentaire.

Lire le rapport complet *Drying Out African Lands: Expansion of Large-Scale Agriculture Threatens Access to Water in Africa* <https://www.oaklandinstitute.org/large-scale-agriculture-threatens-african-water-access>

Photos :

Déchets poussés par Golden Veroleum dans un ruisseau sur plusieurs centaines de mètres, au nord de la ville de Panama, Libéria, septembre 2017 © Milieudéfense

Manifestation contre SOCAPALM au Cameroun © ReAct Transnational

The Oakland Institute, 2022

